



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 2 février 2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE

ZAC du Cormier
4 rue Chevreul - BP 80411
49300 Cholet

Références : 0007207907/2026/38
Code AIOT : 0007207907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE implanté ZA LE CHAMP DE L ORMEAU 79100 Thouars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE
- ZA LE CHAMP DE L ORMEAU 79100 Thouars
- Code AIOT : 0007207907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Brangeon Recyclage su Thouars exploite une déchèterie professionnelle, une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux, un centre VHU agréé, une installation de production de combustible solide de récupération (CSR). L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2009 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 tri 7-8 flux
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-281	Demande d'action corrective	3 mois
7	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-43	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.3	Demande d'action corrective	3 mois
14	Entreposage des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282	Sans objet
3	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284	Sans objet
4	Tri 6-8 flux	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1	Sans objet
5	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article L.541-21-I	Sans objet
6	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1er	Sans objet
9	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet
10	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-4	Sans objet
11	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de dérive majeure lors de l'inspection, qui pourrait donner lieu à des sanctions à ce stade. Néanmoins des actions correctives sont attendues, notamment par la transmission de justificatifs. Les points sont détaillés dans le rapport ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets proviennent de 2 flux différenciés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une déchetterie professionnelle • Un centre de tri/transit pour les bennes avec une zone de dépôt pour chacun des flux <p>La zone de tri pour les déchets en mélange est couverte, le tri est mécanique Principalement des flux eco-mobilier en provenance des déchetterie.</p> <p>Les zones de tri doivent faire l'objet d'une indication claire et représentative par cellule. Une réflexion est en cours avec le dépôt d'un dossier de porter à connaissance. Certains casiers sont comblés avec la préparation CSR dans l'attente de reprise par la cimenterie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les zones de tri doivent faire l'objet d'une indication claire et représentative par cellule.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation
Prescription contrôlée : Les producteurs et détenteurs de déchets : <ul style="list-style-type: none">- soit procèdent eux-mêmes à la valorisation de ces déchets ;- soit cèdent ces déchets à l'exploitant d'une installation de valorisation ;- soit cèdent ces déchets à un intermédiaire assurant une activité de collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets mentionnée aux articles R. 541-50 et R. 541-54-1 en vue de leur valorisation.
Constats : Les registres ont été transmis à l'inspection. Pour la part en mélange, l'exploitant effectue un tri pour permettre d'orienter in situ vers les filières identifiées. L'exploitant produit du CSR (environ 11% des déchets entrants). Pour la part résiduelle en mélange, l'exploitant transmet ces déchets à une filiale Brangeon qui va effectuer un sur-tri de ces déchets avec l'aide d'un système d'intelligence artificielle, de la lecture optique et de l'humain pour atteindre un taux de tri proche de 80%. Le reliquat étant enfoui sur l'ISDND de cette filiale. L'exploitant dispose d'un outil statistique. L'Application Brangeon permet de mettre à disposition les attestations de valorisation pour ceux qui n'y ont pas accès, les attestations sont transmises avec la facture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.
Constats : L'exploitant met à disposition sur l'application Brangeon les attestations de valorisation. Pour les personnes n'utilisant pas cette possibilité, l'attestation est transmise avec la facture. Des modèles d'attestation ont été transmises à l'inspection. La liste des exutoires par flux a été transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, portant sur les quantités de déchets collectés et traités l'année précédente, est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I-A du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.
Constats : Les constats principaux sont repris au point de contrôle n°3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article L.541-21-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mélange de déchets triés
Prescription contrôlée : I.-Les déchets collectés séparément afin de faire l'objet d'une opération de préparation en vue de la réutilisation, de recyclage ou d'autres opérations de valorisation ne sont pas mélangés avec d'autres déchets ou matériaux ayant des propriétés différentes.
Constats : Les déchets collectés séparément sont disposés dans des alvéoles dédiées. Certains flux sont gérés et entreposés avec des caractéristiques plus fines pour une optimisation des flux. C'est le cas notamment des métaux (ferreux, non ferreux (alu, zinc, etc), des DEEE (GEM Froids, ballons, etc.)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'établissement dispose d'un compte sur Trackdéchets Le SIRET a été contrôlé, ainsi que la traçabilité établie depuis la fiche établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les registres 2023, 2024 et 2025 ont été transmis à l'inspection.</p> <p><u>Le registre des déchets entrants 2024 a été étudié</u></p> <p>Il comporte 15293 lignes pour un total de 49098 tonnes de déchets entrants</p> <p>Les quantités réceptionnées et les codes traitement utilisés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 46818 tonnes : D13, R1, R13, R3, R4, R5 • 2228 tonnes : Absence de code traitement • 409 tonnes : R3.C : ce code n'existe pas dans la nomenclature réglementaire <p><u>Le registre des déchets sortants 2024 a été étudié</u></p> <p>Il comporte 2419 lignes pour un total de 38803 tonnes de déchets sortant</p> <p>Les quantités réceptionnées et les codes traitement utilisés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19019 tonnes : D5, R1, R13, R3, R4, R5 • 19723 tonnes : Absence de code traitement sur 50 % des déchets sortis • 60 tonnes : R3.C : ce code n'existe pas dans la nomenclature réglementaire <p><u>Le registre des déchets entrants 2025 a été étudié (au 16/10/2025)</u></p> <p>Il comporte 12208 lignes pour un total de 44140 tonnes de déchets entrants</p> <p>Les quantités réceptionnées et les codes traitement utilisés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 37631 tonnes : D13, R1, R13, R3, R4, R5 • 6508 tonnes : Absence de code traitement <p><u>Le registre des déchets sortants 2025 a été étudié (au 16/10/2025)</u></p> <p>Il comporte 1876 lignes pour un total de 31466 tonnes de déchets sortant</p> <p>Les quantités réceptionnées et les codes traitement utilisés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12495 tonnes : D5, R1, R13, R3, R4, R5 • 18971 tonnes : Absence de code traitement sur 60 % des déchets sortis <p>Les registres sortant 2024 et 2025 doivent être corrigés et complétés avec les codes traitements. L'absence de ces codes ne permet pas de vérifier la part de valorisation effective de l'établissement.</p> <p>Il est constaté un écart important entre la quantité de déchets entrants et sortants pour ces deux années.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Transmettre à l'inspection les registres sortant 2024 et 2025 complétés.</p> <p>=> Expliquer à quoi correspond le code R3.C, le cas échéant le corriger</p> <p>=> Expliquer les écarts de quantité entre les déchets entrants et sortants pour les années 2024 et 2025</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre chronologie des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Se reporter aux constats du point de contrôle n°7 concernant l'analyse des registres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre chronologie des déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

<ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Se reporter aux constats du point de contrôle n°7 concernant l'analyse des registres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation sur l'honneur
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Il a été présenté une attestation sur l'honneur du responsable du site de Brangeon - site de Sainte Radegonde - afin d'attester que le responsable a bien demandé les attestations sur l'honneur aux producteurs de déchets et que ces derniers respectent leurs obligations de tri.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel de caractérisation
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
Constats : Le rapport de caractérisation du 10/07/2025 a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none">- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;

- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.

Constats :

L'exploitant doit demander aux producteurs de déchets une information préalable qui contient les éléments ci-dessous:

- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit demander et conserver les informations préalables des producteurs de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : 3.4 Procédure d'admission a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. [...] d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.
Constats : L'exploitant a mis en place une procédure d'admission. Comme précisé au point de contrôle n°12 qui intègre en particulier les informations préalables exigées à l'article 3.3 de l'annexe I de l'arrêté Ministériel du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entreposage des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : 3.5 Entreposage des produits et déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage

par exemple).
Constats : Les aires sont distinctes et identifiées, mais l'identification ne correspond pas toujours. Le site va faire l'objet de travaux prochainement (dossier déposé) et ce point sera pris en compte. La part de CSR prend beaucoup de place dans l'attente de pouvoir l'acheminer vers la cimenterie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'identification des différentes aires pour chaque flux doit être rétablie dans un délai de trois mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois